

# Comment lutter contre les fake news ?

**Ce mercredi**, c'est dans la toile des « faits alternatifs », comment éviter que la désinformation devienne la norme, tout en préservant la liberté d'expression ?

« Les médias doivent redevenir attrayants »

## Craig Silverman

Auteur et journaliste, il est rédacteur en chef de Buzz-Feed News. Il est considéré comme l'un des principaux experts mondiaux en matière de désinformation en ligne, de fausses informations et de vérification de contenu. Avant cela, il a fondé Buzz-Feed Canada, ainsi que le site internet Emergent.info, un projet de « dépiage des rumeurs » développé dans le cadre d'une bourse octroyée par le Tow Center for Digital Journalism, au sein de l'Université de Columbia.

Craig Silverman est de passage à Bruxelles ce mercredi, dans le cadre de la conférence « Difference Day » organisée à Bozar et consacrée à la liberté de la presse. L'interview a été réalisée en anglais et traduite par l'auteur.

Le terme « fake news » est abondamment utilisé, notamment depuis l'élection de Donald Trump. Les rumeurs, l'intox, la propagande, cela ne date pas d'hier. Les nouvelles technologies de l'information changent la donne ?

*C'est vrai, cela a toujours existé.*

*Mais naviguer entre ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas est désormais plus compliqué, dans notre monde hyperconnecté. Ajoutons à cela que dans un certain nombre de pays s'est développé un véritable business model de la désinformation. Il ne s'agit pas seulement d'une propagande classique émanant d'Etats ou de groupes négationnistes, mais d'une désinformation créée uniquement pour générer du profit. Et l'élection présidentielle américaine a montré que cela pouvait avoir de grands effets.*

**Breitbart News, par exemple.**

*Je définis une fake news comme « une information complètement fautive, créée par des personnes qui savent qu'elle est fautive et qui ont des motivations économiques ». Breitbart News fait clairement partie de cette catégorie. De manière générale, on a constaté ces dernières années une évolution dans les contenus de certains sites, qui sont volontairement taillés pour faire réagir sur Facebook. Les lecteurs sont pris dans une tension entre des discours qui sont parfois trompeurs ou faux et le droit de dire des choses qui sont parfois incorrectes ou fausses.*

C'est le cœur du problème :

**comment lutter ?**

*Il n'y a pas de solution simple. Des sites comme Facebook ou Google tentent de naviguer sur cette limite en disant : c'est vrai que certaines infos ne sont pas toujours très précises, mais engager une répression contre ces contenus pourrait causer un préjudice encore plus grand à la société en piétinant la liberté d'expression. Fermer des sites qui propagent des fake news n'est pas une bonne réponse, pas plus que de voir Google ou Facebook jouer le rôle de censeurs d'internet. L'Etat allemand a enjoint à Facebook et Google de faire le ménage, faute de quoi il s'en occuperait. Aux Etats-Unis, la culture est différente et il n'y a personne pour plaider en faveur d'une telle régulation. Des pays aux histoires différentes, où la notion de liberté d'expression n'est pas la même, auront des approches différentes. Pour moi, quand des fausses informations sont sciemment diffusées pour manipuler l'opinion publique et le processus électoral, un gouvernement doit s'en saisir. Mais ce n'est pas tout : la manière dont nous nous informons a radicalement changé et cela change la société. La question de l'éducation aux médias est donc essentielle. ■*

Propos recueillis par  
CORENTIN DI PRIMA

## « Il n'y a pas d'initiatives des Etats »

### Martine Simonis

Martine Simonis est secrétaire nationale de l'Association des journalistes professionnels (AJP). Juriste spécialisée en droit social, elle pratique couramment le droit des médias et le droit d'auteur. Elle a mené de nombreuses missions d'expertises et de formation, notamment pour la Fédération internationale des journalistes (FIJ), l'Organisation intergouvernementale de la francophonie (OIF) ou le Conseil de l'Europe.

Pour Martine Simonis, le politique n'est pas démuné de moyens mais tarde à agir.

**Comment lutter contre les fake news sans entraver la liberté d'expression ?**

*On voit que la riposte s'organise tous azimuts : des outils comme « Decodex », « Wikitribune » ou « First draft news » sont apparus récemment. Leur effet restera à évaluer, mais ces outils vont renforcer le signalement et la « labellisation » des infos. En fait, ils réappliquent une démarche journalistique à tout ce qui circule et se présente comme de l'information : sourcer, recouper, authentifier. Jusque-là, ces outils se développent dans la sphère de la liberté d'expression et sont souvent d'initiative médiatique ou journalistique. Même s'il faut rester prudent en matière d'intervention des États dans les questions de liberté d'expression, on ne peut qu'être étonné de l'absence complète d'initiatives, alors que les conséquences des fake news peuvent atteindre les fondements mêmes de nos démocraties.*

**Cela passe par la loi ou par le journalisme ?**

*Le droit n'est pas particulière-*

*ment performant dans l'univers numérique. Ses outils ne sont pas adaptés à la vitesse et à la volatilité. Mais rien n'empêche pourtant d'avancer sur ce qui est à portée de main : le droit de réponse sur internet par exemple, qui n'est pas organisé en Belgique – alors qu'il l'est en presse écrite, radio et télévision. Le Parlement pourrait déjà travailler sur la mise en place d'outils simplifiés et agiles, en concertation avec le secteur des médias. Il pourrait favoriser un plus large accès à l'information pour les journalistes, et aussi protéger les lanceurs d'alerte. Le pouvoir politique pourrait aussi initier des lieux de concertation avec les acteurs, même ponctuels, ou encore financer des initiatives qui renforcent le journalisme professionnel. En fait, pour empêcher les effets toxiques des fake news, il faut trouver un antidote performant. Et cet antidote existe : c'est le journalisme professionnel.*

**Le succès des fake news s'explique aussi par une perte de confiance dans les médias. Que peuvent/doivent-ils faire ?**

*Pour rétablir la confiance, il faut améliorer la qualité, la revendiquer et en faire une « marque ». Les journalistes se débattent dans un univers où chacun estime pouvoir faire leur métier (on voit les résultats !) alors qu'eux-mêmes sont soumis à un feu de critiques incessantes. En outre, leur charge de travail ne cesse d'augmenter, à l'inverse des effectifs rédactionnels plutôt à la baisse. Il n'y aura pas de miracles : le journalisme survivra s'il a les moyens – humains notamment – de la curation de l'info pour inscrire cette démarche au quotidien et de manière proactive. Du côté du public, l'éducation aux médias fait grandement défaut. C'est avec les enfants et les ados qu'il faut mettre le paquet. ■*

Propos recueillis par  
C.D.P.

### POLITIQUE BELGE

#### « Fake news ! », l'argument qui tue

On l'a entendu dans la bouche du Premier ministre, Charles Michel, vendredi dernier, pour contrer la fronde de ceux qui voient dans le projet de réforme du crédit hypothécaire projeté par son gouvernement une « chasse aux propriétaires ». On l'a aussi entendu dans la bouche d'un autre personnage de premier plan de l'Etat, le président de la Chambre : accusé par la RTBF d'avoir touché 18.000 euros pour conseiller Tecteo-Nethys, alors qu'il officiait au CA de Telenet, Siegfried Bracke

a sorti la répartie-massue : « Fake news ! » Il s'agissait en l'occurrence bien d'une information erronée, rapidement rectifiée par nos confrères. C'est devenu le meilleur moyen de discréditer l'argumentaire d'un adversaire politique, souligner son machiavélisme ou pour se victimiser : lancer à la cantonade un « fake news ! » et vous tenez la punchline qui mouche et fait mouche. Sorte de point Godwin de l'info. Mais (cf. la définition de Craig Silverman ci-dessus), une erreur factuelle n'est pas une fake news, pas plus qu'une position politique divergente. Le prétendre, c'est de l'opportunisme langagier.

C.D.P.